

Unité départementale de Rouen-Dieppe  
1 rue Dufay  
76100 Rouen

Rouen, le 04/07/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 24/03/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **LEFEBVRE ET FILS SARL**

Hameau du Val Barret  
76480 Sainte-Marguerite-Sur-Duclair

Références : 2025.07.391.T.CZ/VB  
Code AIOT : 0005801402

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/03/2025 dans l'établissement LEFEBVRE ET FILS SARL implanté Lieu-dit La Briqueterie 76480 Sainte-Marguerite-sur-Duclair. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite fait suite à l'arrêté de mise en demeure du 11 juillet 2022 et d'un arrêté d'amende et d'astreinte du 17 juillet 2023. L'exploitant devait régulariser la situation administrative de son site (retour au régime de déclaration ou dépôt d'un dossier d'enregistrement) au regard des quantités de déchets combustibles entreposés et triés sur son site pour les déchets d'activité économique (rubrique 2716 seuil d'enregistrement à 1000 m3) et les déchets de bois, déchets verts, cartons et plastiques (rubrique 2714 seuil d'enregistrement à 1000 m3). Il devait également compléter sa défense incendie avec l'ajout de deux RIA.

Par ailleurs, ce site est soumis à l'action nationale de recherche des substances PFAS dans les rejets industriels au titre de l'arrêté du 20 juillet 2023. Cette visite a permis de faire le point sur l'état d'avancement et les résultats du programme d'analyse de l'exploitant.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- LEFEBVRE ET FILS SARL
- Lieu-dit La Briqueterie 76480 Sainte-Marguerite-sur-Duclair
- Code AIOT : 0005801402
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site est un site de tri, transit, regroupement et traitement de déchets non dangereux et de dépollution de véhicules hors d'usage autorisé et agréé par les arrêtés préfectoraux du 18 juin 2007 et 20 décembre 2018.

**Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure
- Suite à sanction

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Défense incendie	AP de Mise en Demeure du 11/07/2022, article Alinéa 3 art.1	Avec suites, Astreinte	Mise en demeure, respect de prescription, Levée d'astreinte, Levée de mise en demeure	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Régularisation rubriques 2714 et 2716	AP de Mise en Demeure du 11/07/2022, article Alinéa 1 art.1	Avec suites, Astreinte, Lettre de suite préfectorale	Levée de mise en demeure, Levée d'astreinte
2	Rejets aqueux	AP de Mise en Demeure du 11/07/2022, article Alinéa 3 art.1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
4	Mesures conservatoires APMD	AP de Mise en Demeure du 11/07/2022, article Article 2	Avec suites, Amende	Levée d'astreinte, Levée de mise en demeure
5	Suivi des	Autre du	Avec suites, Lettre de suite	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	demandes du rapport de visite 2022	20/06/2022, article demandes 1 à 4	préfecturale	

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le jour de la visite, l'inspection a constaté une nette amélioration de la gestion du site (propreté, encombrement, collecte, traitement de l'eau et suivi des rejets).

Néanmoins, le jour de la visite, la défense incendie avec les deux nouveaux RIA mis en place n'était pas opérationnelle, l'exploitant a rapidement transmis à l'inspection les justificatifs de leur raccordement à la motopompe à l'aide de tuyaux neufs.

Concernant les autres constats, il est proposé de mettre en demeure l'exploitant de procéder à la mise en conformité de ses installations électriques sous 4 mois, le dernier rapport de vérification périodique concluait à un risque d'incendie ou d'explosion potentiel susceptibles de survenir sur lesdites installations. Après la visite, l'exploitant a transmis par courriel du 16 juin 2025, le rapport de contrôle périodique Q18 du 16 juin 2025 concluant que ses installations ne peuvent plus entraîner de risques d'incendie ou d'explosion. Aussi, l'inspection ne proposera pas à la signature du Préfet ledit projet de mise en demeure considérant que l'exploitant a régularisé sa situation. Toutefois, l'exploitant doit lever les 6 observations relevées dans le rapport de contrôle périodique du 16 juin 2025.

Concernant le régime administratif du site, l'inspection a constaté un excédent d'environ 120 m3 de DIB et 500 m3 de déchets de bois, déchets verts, cartons, plastiques présents sur site au delà des seuils limites des régimes d'enregistrement fixés à 1000 m3 pour les rubriques 2714 et 2716. L'exploitant a transmis les justificatifs de l'évacuation d'un excédent de plus de 150 m3 de DIB et de 700 m3 de déchets de bois, cartons et plastiques le 11 avril 2025, lui permettant de revenir sous les seuils précités. Par ailleurs, le plan des stockages actualisé au 30 mars 2025 afin de respecter les seuils de déclaration a été annexé à la télédéclaration de l'exploitant au titre de la rubrique 2716 réalisée le 13 avril 2025.

Compte tenu de la nette amélioration de la gestion du site, l'inspection propose de lever les dispositions des arrêtés de mise en demeure et d'astreinte sus mentionnés. Concernant le recouvrement de l'astreinte qui s'élève à un montant de 202 880 € ( 320€ \* 634j nombre de jours depuis la notification de l'arrêté préfectoral du 17/7/23 jusqu'au 11/4/2025 ), l'inspection propose de ne pas procéder au recouvrement du montant considérant que la situation était potentiellement régularisée fin 2023 pour au moins l'une des deux rubriques au vu des états des stocks mensuels transmis de juin 2023 à mars 2025. L'amende administrative de 1500€, a quant à elle, bien été réglée par l'exploitant au service de la DRFIP.

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Régularisation rubriques 2714 et 2716

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 11/07/2022, article Alinéa 1 art.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Rubriques ICPE 2714 et 2716
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 11/04/2023</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Astreinte, Lettre de suite préfectorale</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 08/12/2023</li></ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>• de régulariser la situation administrative de son site sis à SAINTE-MARGUERITE-SUR-DUCLAIR au titre des rubriques n° 2714 et n° 2716 de la nomenclature des installations classées :<ul style="list-style-type: none"><li>◦ soit en déposant un dossier de modification de ses installations ;</li><li>◦ soit en réduisant au régime de déclaration l'activité de tri, transit, regroupement de déchets industriels banals (DIB) en mélange (relevant de la rubrique 2716) et en procédant à leur évacuation vers les filières dûment autorisées de façon à ne pas en stocker un volume supérieur ou égale à 1 000 m<sup>3</sup>, ainsi que les déchets de caoutchoucs, plastiques et de bois (relevant de la rubrique 2714) de façon à ne pas en stocker un volume supérieur ou égale à 1 000 m<sup>3</sup>.</li></ul></li></ul> <p>Les délais pour respecter cette mise en demeure sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>◦ dans un délai de 15 jours à compter de la notification du présent arrêté de mise en demeure, l'exploitant fera connaître laquelle des deux options il retient pour satisfaire à la mise en demeure ;</li><li>◦ dans le cas où il opte pour la réduction de l'activité au titre de la rubrique 2716 et à l'évacuation des déchets de caoutchoucs, plastiques et bois, celles-ci devront être effectives dans les trois mois (à compter de la date de notification du présent arrêté de mise en demeure) ;</li><li>◦ dans le cas où il opte pour le dépôt de dossier de modification, celui-ci doit être réalisé dans un délai de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté de mise en demeure.</li></ul> <p><b><u>Arrêté préfectoral du 17 juillet 2023 imposant une astreinte administrative :</u></b></p> <p><b>Article 1er - Astreinte administrative</b></p> <p>La société LEFEBVRE ET FILS, dont le siège social est situé 42, Impasse de la Briqueterie - 76480 SAINTE-MARGUERITE-SUR-DUCLAIR(N° SIRET : 319 659 751 00022), est rendue redevable d'une astreinte d'un montant journalier mentionné ci-dessous jusqu'à satisfaction de la mise en demeure signifiée par l'arrêté préfectoral du 11 juillet 2023 susvisé. Cette astreinte prend effet dans un délai de 6 mois à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté, pour les montants suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- 320 euros (trois cent vingt euros) par jour jusqu'au respect du point 1 de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté de mise en demeure de 11 juillet 2022 susvisé) ;</li><li>- 50 euros (cinquante euros) par jour jusqu'au respect du point 2, du point 1 de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté de mise en demeure de 11 juillet 2022 susvisé) ;</li></ul> <p>L'astreinte peut être liquidée partiellement ou complètement par arrêté préfectoral.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le jour de la visite, sur la base du plan des stocks au 31 mars 2025 transmis par courriel le 04 avril</p>

2025, ainsi que des registres chronologiques d'entrées et sorties des déchets du site et des bordereaux de sortie des déchets de bois, déchets verts, plastiques carton et DIB au 11 avril 2025 transmis par courriels des 10 et 11 avril 2025, l'inspection a constaté qu'un différentiel entrée / sortie :

- de 96 t de DIB relevant de la rubrique 2716 avait été réduit du stock sur site soit plus de 130 m3;
- de 158 t de déchets relevant de la rubrique 2714 (Bois, déchets verts, cartons, plastiques) avait été réduit du stock sur site soit plus de 700 m3.

Ces éléments permettent d'attester du respect du plan des stockages établi au 31 mars 2025.

L'exploitant a procédé à la déclaration de son activité au titre de la rubrique 2716 le 13 avril 2025, le plan des stockages (version du 30 mars 2025) a été joint à la déclaration.

Le registre des entrées et sorties de déchets concernant le mois d'avril 2025 transmis par courriel confirme la tendance à la réduction des stocks.

Les activités de tri, transit, regroupement de déchets non dangereux relèvent du régime de la déclaration au titre des rubriques ICPE 2716 et 2714, l'exploitant a régularisé sa situation par un retour sous les seuils de 1000 m3 de chacune des rubriques 2714 et 2716 et par une télédéclaration au titre de la rubrique 2716.

**L'inspection propose à Monsieur le Préfet de la Seine-Maritime de lever les dispositions de la mise en demeure du 11 juillet 2022 et celles de l'arrêté préfectoral d'amende et d'astreinte administratives du 17 juillet 2023 qui lui est associé.** Concernant le recouvrement de l'astreinte qui s'élève à un montant de 202 880 € ( 320€ \* 634j nombre de jours depuis la notification de l'arrêté préfectoral du 17/7/23 jusqu'au 11/4/2025 ), l'inspection propose de ne pas procéder au recouvrement du montant considérant que la situation était potentiellement régularisée fin 2023 pour au moins l'une des deux rubriques au vu des états des stocks mensuels transmis de juin 2023 à mars 2025 et l'amende de 1500€ a quant à elle bien été réglée par l'exploitant au service de la DRFIP.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure, Levée d'astreinte

## N° 2 : Rejets aqueux

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 11/07/2022, article Alinéa 3 art.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, rejets aqueux

### Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 11/04/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 08/07/2023

### Prescription contrôlée :

- de respecter les articles 4.3.2 des prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral du 5 mars 1997 modifié susvisé au plus tard dans un délai d'un mois. Ces prescriptions sont respectivement réputées satisfaites si :
  - l'exploitant installe le débourbeur/déshuileur et fait réaliser, par un organisme agréé, une mesure des concentrations des différents polluants (visés à l'article 4.3.5 dudit arrêté) en sortie du bassin de rétention des eaux pluviales (le rapport sera transmis à l'inspection) ;

**Constats :**

Par courriels du 03 mars puis du 24 mars 2025, l'exploitant a transmis à l'inspection les rapports d'analyse de la teneur en PFAS de ses rejets (janvier et février 2025) ainsi que les paramètres à suivre au titre de l'alinéa 3 de l'article 1 de l'arrêté de mise en demeure du 11 juillet 2022 (analyses de janvier 2025).

Concernant les analyses des PFAS, il n'est pas donné suite par l'inspection au projet de mise en demeure à l'encontre de l'exploitant. Il a été constaté le jour de la visite que les analyses avaient bien débuté en janvier, février, mars et que les premiers résultats ont été versés dans l'application GIDAF. Les analyses de janvier et février 2025 mettent en évidence l'absence de PFAS dans les rejets.

Concernant l'analyse annuelle des MES, DCO et hydrocarbures totaux, les résultats sont conformes aux VLE mais le rapport d'analyse mentionne un délai de mise en analyse qui peut influencer le résultat de la mesure sur la DBO5.

L'exploitant veillera à faire appel à un laboratoire lui permettant de respecter le délai de mise en analyse normatif pour la DCO et la DBO5 pour la prochaine analyse.

L'inspection a constaté lors de la visite que le bassin de stockage des eaux était encrassé et dégageait une odeur d'égout. L'inspection invite l'exploitant à faire nettoyer son bassin afin de conserver une eau propre disponible pour la protection incendie.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection demande à l'exploitant de faire procéder au nettoyage et curage du bassin de réserve incendie afin de conserver une eau propre disponible pour la protection incendie. Délai 1 mois.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : Défense incendie**

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 11/07/2022, article Alinéa 3 art.1

**Thème(s) :** Risques accidentels, risque incendie

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 11/04/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Astreinte
- date d'échéance qui a été retenue : 08/12/2023

**Prescription contrôlée :**

- de respecter l'article 7.4.3 des prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral du 5 mars 1997 modifié susvisé au plus tard dans un délai d'un mois. Ces prescriptions sont respectivement réputées satisfaites si :
  - l'exploitant réalise un contrôle de ses extincteurs et des deux RIA (le rapport sera transmis à l'inspection), et dispose d'une réserve d'eau de 180 m<sup>3</sup>.

**Arrêté préfectoral du 17 juillet 2023 imposant une astreinte administrative :**

**Article 1er - Astreinte administrative**

La société LEFEBVRE ET FILS, dont le siège social est situé 42, Impasse de la Briqueterie - 76480 SAINTE-MARGUERITE-SUR-DUCLAIR(N° SIRET : 319 659 751 00022), est rendue redevable d'une astreinte d'un montant journalier mentionné ci-dessous jusqu'à satisfaction de la mise en demeure signifiée par l'arrêté préfectoral du 11 juillet 2023 susvisé. Cette astreinte prend effet dans un délai de 6 mois à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté, pour les montants suivants :

- 320 euros (trois cent vingt euros) par jour jusqu'au respect du point 1 de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté de mise en demeure de 11 juillet 2022 susvisé ;
- 50 euros (cinquante euros) par jour jusqu'au respect du point 2, du point 1 de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté de mise en demeure de 11 juillet 2022 susvisé ;

**L'astreinte peut être liquidée partiellement ou complètement par arrêté préfectoral.**

**Constats :**

Le jour de la visite, l'inspection a constaté que la motopompe démarrait mais que les deux RIA disponibles sur le site n'y étaient pas raccordés et que les tuyaux étaient fuyards après raccordement suite à un essai en eau.

Par courriel du 28 mars 2025, l'exploitant a fourni les éléments justifiant de la réparation et de l'entretien de la défense incendie (Photographies et facture des tuyaux de raccordement aux RIAs neufs, rapport d'intervention Desautel de novembre 2024 pour les extincteurs).

Ces éléments permettent à l'inspection de constater la régularisation du point relatif à la défense incendie (point 2 du point 3 de l'article 1) de l'arrêté de mise en demeure du 11 juillet 2022 et du point 2 de l'article 1 de l'arrêté préfectoral d'astreinte du 17 juillet 2023. Concernant le recouvrement de l'astreinte qui s'élève à un montant de 50 € \* 634j (soit 31 700€) nombre de jours depuis la notification de l'arrêté préfectoral du 17/7/23 jusqu'au 11/4/2025, l'inspection propose de ne pas procéder au recouvrement du montant considérant que la situation était potentiellement régularisée fin 2024 et l'amende de 1500€ a quant à elle bien été réglée par l'exploitant au service de la DRFIP.

Le formulaire Q18 du contrôle des installations électriques du 12 janvier 2024 signale trois anomalies et conclut que l'installation peut entraîner des risques d'incendie ou d'explosion.

L'exploitant doit procéder au plus vite aux réparations et à la vérification des installations électriques pour l'année 2025 en priorisant les actions correctives sur les installations les plus critiques et ce, selon une cinétique appropriée à la gravité des anomalies constatées.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection propose à Monsieur le Préfet de mettre en demeure l'exploitant de transmettre sous 4 mois un rapport de vérification électrique devant conclure en l'absence de risque d'incendie et /ou d'explosion en corrigeant les non-conformités électriques de ses installations.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription, Levée d'astreinte, Levée de mise en demeure

**Proposition de délais :** 4 mois

**N° 4 : Mesures conservatoires APMD**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 11/07/2022, article Article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 11/04/2023</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Amende</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 23/06/2023</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Pendant la durée de régularisation de la situation du site, les mesures conservatoires suivantes sont mises en œuvre par l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• la réception d'une quantité journalière de déchets entrants est conditionnée à l'expédition d'une quantité équivalente de déchets de même nature vers un site dûment autorisé à les recevoir ;</li><li>• la transmission à l'inspection, chaque début de mois, d'un état quantitatif du stock de déchets sur site accompagné du registre chronologique des déchets réceptionnés et expédiés de son site.</li></ul>
<b>Constats :</b> <p>Par des courriels réguliers ou à la demande de l'inspection, l'exploitant a transmis pour chaque mois depuis juin 2023 et jusqu'en mars 2025 : ses registres chronologiques d'entrées et de sorties des déchets, un état des stocks en fin de mois et un point de suivi des garanties financières en fin de mois.</p> <p>L'inspection note que les DIB sont comptés deux fois (une fois au titre de l'enfouissement et une fois au titre de l'incinération) et que le stock de terre inclus également des terres déchets inertes issues de chantiers.</p> <p>Après correction des données (arrêt du double comptage des stocks de DIB et terre) l'état des stocks fait apparaître que les stocks de déchets entreposés sur site ont fortement baissé au deuxième semestre 2023 avec un retour aux seuils de déclaration jusqu'en janvier 2024 pour la rubrique 2716 puis ont de nouveau augmenté au delà des seuils sur l'année 2024 et début 2025. La situation est à aujourd'hui régularisée et relève du régime de la déclaration à la date du 11 avril 2025 (Cf.PC1).</p> <p>L'exploitant a complété son plan des stockage afin d'y faire figurer les numéros de rubriques 2716 et 2714 et de mieux identifier les stocks en cours des déchets concernés par une quantité maximale à ne pas dépasser de 1000 m3 pour chacune des rubriques. Ce plan des stockage a été joint à sa télédéclaration du 13 avril 2025.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p>La vigilance de l'exploitant est appelée pour maintenir en tout temps des volumes de déchets en deçà du seuil de 1000 m3 pour chacune des deux rubriques 2714 et 2716.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée d'astreinte, Levée de mise en demeure

**N° 5 : Suivi des demandes du rapport de visite 2022**

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 20/06/2022, article demandes 1 à 4
<b>Thème(s) :</b> Autre, Divers
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 11/04/2023</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 08/07/2023</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Demande n° 2022-06/1: L'exploitant transmettra tous les mois à l'inspection, ses registres chronologiques des entrées et sorties de déchets du site dans l'attente de la régularisation administrative du site (Cf. point de contrôle "installations autorisées").</p> <p>Demande 2022-06/2: L'exploitant évacuera au plus tard sous un délai de 3 mois, les déchets (de sciures de bois, plastique type Akilux, textiles, DIB ) présents depuis plus d'un an sur site dont les bordereaux suivi de déchets et/ou bons d'enlèvement seront transmis à l'inspection.</p> <p>Demande n° 2022-06/3 : L'exploitant transmettra à l'inspection, au plus tard sous un délai de 15 jours, le rapport de vérification des installations électriques de 2022, à défaut le dernier rapport de contrôle effectué sur le site.</p> <p>Demande n°2022-06/4 : L'exploitant recalculera et transmettra à l'inspection au plus tard sous un délai d'un mois, le montant des garanties financières relatives à la mise en sécurité du site en cas de cessation d'activité au vu des stocks de déchets constatés le jour de la visite.</p>
<b>Constats :</b> <p>L'exploitant a répondu aux différentes demandes émises par l'inspection dans son rapport de 2022 à la suite des visites de 2023 et 2025.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p>L'exploitant continue à transmettre son registre de suivi des entrées et sorties de déchets et son état des stocks mensuellement jusqu'à l'abrogation de l'arrêté de mise en demeure du 11 juillet 2022 par le Préfet de Seine-Maritime.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite